

## COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle: **24067C**

Inscrit le 13 février 2008

---

### **AUDIENCE PUBLIQUE DU 22 AVRIL 2008**

**Appel formé par  
M. XXX-XXX XXX, XXX  
contre un jugement du tribunal administratif  
du 16 janvier 2008 (n° 23468 du rôle)  
en matière de protection internationale**

---

Vu la requête d'appel, inscrite sous le numéro 24067C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 13 février 2008 par Maître Ardavan FATHOLAHZADEH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur XXX XXX, né le 11 avril 1978 à XXX (Iran), de nationalité iranienne, demeurant actuellement à L-XXX, dirigée contre le jugement rendu par le tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg le 16 janvier 2008 (n° 23468 du rôle), ayant déclaré non fondé le recours contentieux dirigé contre la décision du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration du 29 août 2007, pris dans son double volet, tant en ce qu'il tend à la réformation concernant le refus d'une protection internationale qu'en ce qu'il tend à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire luxembourgeois y contenu ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe de la Cour administrative le 6 mars 2008 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Nadine REITER, en remplacement de Maître Ardavan FATHOLAHZADEH, et Monsieur le délégué du gouvernement Guy SCHLEDER en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 15 avril 2008.

---

Le 13 décembre 2006, Monsieur XXX XXX introduisit oralement auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, ci-après dénommée « *la loi du 5 mai 2006* ».

Par décision du 29 août 2007, notifiée par lettre recommandée le 5 septembre 2007, le ministre rejeta la demande comme non fondée.

Par requête déposée le 27 septembre 2007 au greffe du tribunal administratif, Monsieur XXX introduisit un recours tendant à la réformation de la décision du ministre du 29 août 2007 par laquelle il s'était vu refuser le statut de protection internationale et un recours tendant à l'annulation de la décision du même jour, incluse dans le même document, portant à son encontre l'ordre de quitter le territoire luxembourgeois.

Par jugement du 16 janvier 2008, le tribunal administratif accueillit les deux recours en la forme et, au fond, les rejeta comme n'étant pas justifiés.

Le 13 février 2008, Monsieur XXX a fait déposer au greffe de la Cour administrative une requête d'appel à l'encontre de ce jugement.

L'appel tendant à l'annulation du jugement entrepris est conforme aux dispositions de l'article 19 (4) de la loi du 5 mai 2006. Il est par ailleurs recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai prévus par la loi.

Il convient en premier lieu de rappeler qu'en ce qui concerne tant la décision de refus de la demande de protection internationale que celle portant ordre de quitter le territoire, la loi du 5 mai 2006 prévoit à chaque fois que sur appel interjeté contre un jugement du tribunal administratif, la Cour administrative statue comme juge de l'annulation.

La mission de juge de l'annulation ne correspondant pas à la définition classique d'un appel, état des choses devenant d'autant plus apparent en matière de refus de la demande de protection internationale, où les premiers juges ont connu d'un recours en réformation, le bout de phrase de l'article 19 (4) de la loi du 5 mai 2006 suivant lequel « *appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation* » est dès lors sujet à interprétation, afin de circonscrire la mission attribuée en la matière spécifique à la Cour administrative.

L'intention du législateur peut être dégagée du commentaire des articles du projet de loi (doc. parl. 5437, page 33), aux termes duquel « *les paragraphes 3 et 4 maintiennent le principe du double degré de juridiction tout en apportant certains aménagements à la procédure actuelle. L'appel peut être interjeté devant la Cour administrative qui statuera comme juge de l'annulation, c'est-à-dire elle examinera uniquement les moyens de légalité mais ne se prononcera pas sur le fond. Le Gouvernement s'inspire notamment de la loi française qui prévoit un recours et une possibilité de cassation devant le Conseil d'Etat. Les délais de recours, ainsi que l'effet suspensif des recours sont maintenus* ».

Par référence à l'article 2 (1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, la juridiction administrative appelée à statuer comme juge de l'annulation connaît des moyens tirés de l'incompétence, de l'excès et détournement de pouvoir, de la violation de la loi ou des formes destinées à protéger les intérêts privés, par opposition au recours en réformation prévu par l'article 3 (1) de la même loi, suivant lequel la juridiction administrative statue comme juge du fond.

Afin de ménager à l'appel ainsi désigné par l'article 19 (4) de la loi du 5 mai 2006 un caractère effectif, compte tenu de l'intention exprimée par le législateur, il convient de le considérer comme étant dirigé, en tant que recours en annulation suivant les cinq cas d'ouverture prévu par l'article 2 (1) de la loi précitée du 7 novembre 1996, non pas à l'encontre de la décision déferée au fond, mais du jugement entrepris.

Par conséquent la mission de la Cour consiste, dans la limite des prétentions formulées, d'une part, à contrôler la régularité externe du jugement entrepris comprenant les questions de compétence juridictionnelles, de procédure et de formes et, d'autre part, à contrôler le bien-fondé dudit jugement comprenant, au titre essentiellement de la violation de la loi, un contrôle de l'erreur de droit avec détermination du champ d'application de la règle de droit et interprétation de cette dernière, ainsi qu'un contrôle de l'exactitude matérielle des faits pris en considération, en tenant compte de la situation de droit et de fait au jour où le jugement a été rendu, la vérification des faits matériels incluant le contrôle de la proportionnalité entre la situation de fait telle qu'elle se présente et l'application du droit par le jugement entrepris sous l'aspect de l'existence ou non d'une erreur manifeste d'appréciation.

L'appel introduit sur base de l'article 19 (4) de la loi du 5 mai 2006 tendant à l'annulation du jugement critiqué et l'analyse de la Cour devant dès lors se porter au jour où le jugement a été rendu, la Cour n'est pas admise à faire influencer dans son analyse des éléments postérieurs au jugement dont appel, sous peine de dépasser les limites de son contrôle.

Dans le cadre de ses conclusions tendant à l'annulation du jugement entrepris, l'appelant réitère les motifs de persécution invoqués en première instance, au titre desquels il a exposé être originaire d'Iran et éprouver des craintes en raison du fait que les autorités iraniennes auraient considéré son commerce de matériel hifi et de cassettes vidéo pour enfants comme étant contraire aux mœurs islamiques, ces persécutions ayant pris la forme de placements en garde-à-vue et de condamnations au paiement d'amendes. Monsieur XXX précise encore avoir été exclu de l'université en raison de l'expression de ses opinions politiques et du fait qu'il aurait participé à une manifestation estudiantine au sein d'un mouvement d'étudiants et que certains étudiants filmés lors de manifestations auraient été arrêtés et seraient décédés par la suite. Dans la mesure où l'appelant est convaincu que ces étudiants seraient morts sous la torture, mais que leur mort aurait été « *maquillée* » en suicide par les autorités en place, il aurait décidé de quitter l'Iran par crainte de subir le même sort, d'autant plus qu'un avis de recherche aurait été lancé à son encontre par le service de renseignements de la République islamique d'Iran à la suite de sa non-comparution devant le Tribunal de la Révolution islamique à Racht.

Sur ce, il reproche aux premiers juges d'avoir mal appliqué les dispositions de la loi du 5 mai 2006 et, plus particulièrement, ses articles 31. (1) a) et 31 (2) b) et c) et 32, ensemble l'article 1<sup>er</sup> A, 2. de la Convention de Genève, délimitant le contenu de la notion de « *réfugié* », et d'avoir à tort refusé de faire droit à sa demande de protection.

Il estime qu'une juste appréciation en droit des faits invoqués aurait dû aboutir à la conclusion que lesdits faits sont constitutifs d'une crainte susceptible de l'autoriser à être regardé comme entrant dans le champ d'application de la Convention de Genève et des susdites dispositions légales, en ce sens qu'il aurait subi des violations graves des droits de l'homme en Iran, qu'il aurait été victime de violences physiques et mentales, ainsi que de mesures légales, administratives et discriminatoires et de poursuites ou sanctions disproportionnées et discriminatoires.

Il soulève encore la violation des articles 37 de la loi du 5 mai 2006, au motif qu'il se dégagerait de son exposé des faits un risque de se voir victime de traitements inhumains et dégradants en cas de retour en Iran, et 19 (1) de ladite loi de 2006, au motif que l'ensemble de

son vécu et son droit de se voir bénéficier d'une mesure de protection internationale s'opposeraient à une mesure d'éloignement à son encontre.

Le délégué du gouvernement déclare se rallier aux développements et conclusions du tribunal dans le jugement dont appel ainsi qu'à ses conclusions en première instance.

Ceci étant, force est à la Cour de retenir que le tribunal, en plaçant l'analyse des motifs de persécution mis en avant par l'actuel appelant dans le cadre spécifique des articles 1<sup>er</sup>, section A, 2. de la Convention de Genève et 31 et 32 de la loi du 5 mai 2006, pour se prononcer, au regard des déclarations faites par l'intéressé, ensemble les moyens et pièces produits en cause, sur la question de savoir si oui ou non l'intéressé avait fait valoir des raisons personnelles de nature à justifier dans son chef une crainte actuelle justifiée de persécution du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, a procédé à une juste application de la loi.

L'appréciation des éléments de la cause consistant à retenir que la production d'une seule convocation en raison de sa non-comparution devant un tribunal de la Révolution islamique et les prétendus problèmes rencontrés par l'appelant pour avoir distribué des cassettes de musique contraires aux conceptions des autorités en place, à défaut de production de toute autre pièce susceptible d'appuyer le récit de Monsieur XXX, sont à eux-seuls insuffisants pour être assimilés à une persécution au sens de la Convention de Genève et sont par ailleurs exempts d'erreur de droit ou d'erreur manifeste.

En ce qui concerne l'application par les premiers juges des articles 37 et 19 (1) de la loi du 5 mai 2006 et leur constat que le demandeur restait en défaut d'établir à suffisance de droit l'existence d'un risque réel de subir en cas de renvoi dans son pays d'origine l'une des atteintes graves prévues audit article 37, respectivement que faute de remplir les conditions pour prétendre à une protection internationale, la légalité de l'ordre de quitter le territoire luxembourgeois ne serait pas ébranlée, la Cour ne décèle ni erreur de droit ni erreur d'appréciation manifeste.

Par conséquent, l'appel, en ce qu'il tend à l'annulation du jugement entrepris, n'est pas fondé et il y a lieu d'en débouter l'appelant.

#### **Par ces motifs,**

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit l'appel du 13 février 2008 en la forme ;

au fond, le dit non justifié et en déboute ;

condamne l'appelant aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par :

Francis DELAPORTE, vice-président,

Serge SCHROEDER, conseiller,  
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu par le vice-président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier en chef de la Cour Erny MAY.

s. MAY

s. DELAPORTE